

Dascalopoulou-Livada, Phani (Grèce)

[Original: Anglais]

Renseignements personnels

Nom: Phani Dascalopoulou-Livada
Date de naissance: 21 décembre 1948

Fonctions actuelles

Mme Phani Dascalopoulou-Livada est actuellement Conseiller juridique et Chef de la Section de droit international public du Service juridique du Ministère grec des affaires étrangères.

Carrière professionnelle

1973: Avocate au Barreau d'Athènes.

1978: Entre au Service juridique du Ministère des affaires étrangères, dont elle fait partie depuis lors.

- Conseiller juridique au Ministère depuis 1994.
- Chef de la Section de droit international public depuis 1999.

Activités et expérience

Générales

- Chef ou membre de délégations de la Grèce lors de la négociation et de la conclusion de traités bilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale, d'extradition et de transfèrement de détenus et de personnes condamnées.
- Chef ou membre de délégations de la Grèce lors de la négociation et la conclusion d'accords consulaires bilatéraux, de traités d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale, de succession en matière de traités, de statut des forces (SOFA), etc.
- Chef ou membre de délégations de la Grèce à des négociations avec des pays limitrophes ou des pays tiers sur des sujets divers d'intérêt mutuel.
- Chef ou membre de délégations de la Grèce à des conférences internationales pour la négociation de traités multilatéraux ou d'autres instruments, au sein des Nations Unies, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de l'Organisation maritime internationale (OMI), de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), d'UNIDROIT, de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies, etc., dont les traités et instruments suivants: la Convention de l'OMI conclue à Rome en 1988 sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (SUA), ainsi que son Protocole d'amendement conclu à Londres en 2005, le Protocole de Montréal de l'OACI pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale (1988), la Convention d'Helsinki de 1992 (CEE) sur la protection et l'utilisation des cours d'eaux transfrontières et des lacs internationaux, la Convention de 1992 sur la conciliation et l'arbitrage au sein de l'OSCE, la Convention de Lugano de 1993 (Conseil de l'Europe) sur la responsabilité civile de dommages résultant d'activités dangereuses pour

l'environnement, la Convention d'UNIDROIT de 1995 sur les biens culturels volés ou illicitement exportés, la Convention des Nations Unies de 1997 sur l'usage des cours d'eaux internationaux à des fins autres que la navigation, la Convention de l'OMI faite à Nairobi en 2007 sur l'enlèvement des épaves, etc.

- Représentante de la Grèce à des conférences internationales et réunions tenues sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), d'UNIDROIT, de la CEE de l'ONU, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de l'OMI, de l'Organisation juridique consultative afro-asiatique (AALCO), etc.
- Membre de la délégation grecque à la Sixième Commission (Juridique) de l'Assemblée générale (1984-2007).
- Membre du Comité juridique de l'OMI depuis 2003.
- Représentante de la Grèce au Comité spécial sur la Charte des Nations Unies (1983-1990).
- Représentante de la Grèce au Comité ad hoc de l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'élaboration d'une Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (1998).
- Représentante de la Grèce au Comité du Conseil de l'Europe pour l'environnement (CJ-EN) (1991-1993).
- Membre du Groupe de travail de l'Union européenne sur le droit international public (COJUR) depuis 1995.
- Présidente du groupe de travail susmentionné lors de la présidence grecque de l'Union européenne (premier semestre de 2003).
- Membre du Comité ad hoc de droit international (CAHDI) du Conseil de l'Europe depuis 1995.
- Présidente du comité susmentionné pour la période 2005-2006.
- Présidente de l'équipe spéciale (CEE-ONU) sur les questions juridiques et administratives relatives à l'interprétation et l'application de la Convention CEE-ONU sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (1994-2004).
- Présidente du Groupe de travail de la CEE-ONU chargé de la négociation et l'élaboration du Protocole de Kiev (2003) sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières (Protocole de Kiev de 2003 se rapportant à la Convention de 1992 de la CEE-ONU sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et à la Convention de la CEE-ONU de 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels).
- Juge à la Cour d'appel du Tribunal administratif de l'Union de l'Europe occidentale (2004-2006) et Présidente de ce même Tribunal au cours de 2006.

- Membre élue au Comité chargé de l'examen du respect des dispositions du Protocole sur l'eau et la santé se rapportant à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (depuis 2007).
- Membre de l'Association de droit international.
- Membre de la Société hellénique de droit international et de relations internationales.
- Rapporteuse pour différentes matières du droit international, notamment le règlement des différends, le droit de l'environnement et le droit international sur les cours d'eaux internationaux, le terrorisme, le droit de la mer etc., lors de nombreux séminaires, réunions et colloques internationaux. Parmi ces activités figurent la réunion de Chatham House sur les immunités juridictionnelles des États (2005), ainsi que des colloques et conférences sur la responsabilité civile et le règlement de différends liés à la pollution des cours d'eaux internationaux, organisés par la CEE-ONU à Kiev, Bishkek et Genève (2001-2003).
- Auteur de l'ouvrage intitulé "Terrorisme: développements récents en droit international", 1998 (en grec).
- Auteur de plusieurs articles ainsi que de contributions à des ouvrages collectifs, parmi lesquels:
 - "The Protocol on civil liability and compensation for damage caused by the transboundary effects of industrial accidents on transboundary waters", *Environmental Liability, Vol. 11 Issue 4*, 2003.
 - "The CSCE Valletta Meeting on peaceful settlement of disputes: A step forward or an opportunity missed?", *Revue hellénique de droit international*, 1994.
 - "La Convention SUA de l'OMI de 1988" (en grec), *To Syntagma (Revue de droit constitutionnel)*, 1988.
 - "La Conférence de la CSCE sur le règlement pacifique des différends" (en grec), *To Syntagma (Revue de droit constitutionnel)*, 1984.
 - "The Protocol on civil liability and compensation for damage caused by the transboundary effects of industrial accidents on transboundary waters", in: *Environmental Liability*, vol. 11, issue 4, 2003.

En relation avec la Cour pénale internationale, le droit humanitaire et les droits de l'homme

- Membre de la délégation grecque à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale depuis 2002.
- Participante au processus intersessions à l'Université de Princeton (2004-2007) sur l'inclusion du crime d'agression aux domaines de compétence de la Cour et coordinatrice adjointe chargée du sujet "Définition de l'agression en tant qu'acte d'un État".
- Chef de la délégation grecque à la Commission préparatoire pour l'établissement d'une Cour criminelle internationale (1998-2002).
- Membre de la délégation grecque à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies pour l'établissement d'une Cour criminelle internationale, à Rome.

- Chef de la délégation grecque au Comité ad hoc et au Comité préparatoire pour l'établissement d'une Cour criminelle internationale (1995-1998).
- Participante au processus intersessions de Syracuse (1995-1997) pour l'élaboration du "Projet de Syracuse" pour le Statut de Rome.
- Membre du Groupe de travail de l'Union européenne sur le droit international public (COJUR) consacré à la Cour pénale internationale depuis 2002.
- Présidente du groupe de travail susmentionné lors de la présidence grecque de l'Union européenne (premier semestre de 2003).
- Chef de la délégation grecque aux consultations tenues sous l'égide du Conseil de l'Europe au sujet de la Cour pénale internationale (2000, 2001, 2003, 2006).
- Membre du comité interministériel pour la ratification du Statut de la Cour pénale internationale par la Grèce ainsi que pour son intégration à l'ordre juridique interne (2001-2004).
- Rapporteuse sur la Cour pénale internationale à la Conférence sur les droits de l'homme et la Cour, tenue à Sanaa, Yémen (2004).
- Représentante de la Grèce au Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies pour l'élaboration de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme (1998).
- Représentante de la Grèce au Comité directeur du Conseil de l'Europe sur la coopération judiciaire (CDCJ) ainsi qu'au Comité d'experts pour l'extension des droits prévus par la Convention européenne des droits de l'homme (DH-EX), (1982-1986).
- Rapporteuse pour différentes questions concernant la Cour pénale internationale, le droit international humanitaire et les droits de l'homme lors de nombreux colloques, séminaires et réunions internationales, parmi lesquels:
 - Conférence "La CPI et la dynamique de son évolution: Dix ans après la Conférence de Rome", Santorin, Grèce, 2008.
 - VII^{ème} Séminaire des Conseillers juridiques auprès des Forces militaires "Conseillers juridiques au sein des opérations post-conflit", Windhoek, Namibie, 2008.
 - Université de Trento, Italie, séminaires sur la Cour pénale internationale tenus en 1999, 2003 et 2007.
 - Université de Lecce, Italie, séminaire sur la mise en œuvre du Statut de Rome et le droit humanitaire, 2004.
 - Colloque de la Société pour le droit pénal international sur la mise en œuvre du Statut de Rome en Europe centrale et orientale, Bucarest, Roumanie, 2003.
 - Rencontre entre l'Union européenne et le Japon concernant la Cour pénale internationale, Tokyo, 2003.
 - Colloque du Comité international de la Croix-Rouge sur le droit humanitaire tenu à Damas, Syrie, en 2002.
 - Réunion annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 2001.

- Université de Teramo, Italie, séminaire sur le Statut de Rome et les ordres juridiques internes, 1999.
- Conférence pour les juges de Bosnie-Herzégovine organisée conjointement par le Conseil de l'Europe et l'OSCE à Tuzla, Bosnie-Herzégovine, 1996.
- Colloques sur la Cour pénale internationale, le droit humanitaire et les droits de l'homme, organisés par les Universités d'Athènes, Thessalonique et Komotini en Grèce.
- Chargée de cours sur la Cour pénale internationale, les droits de l'homme et le règlement des différends à l'Académie diplomatique du Ministère grec des affaires étrangères.
- Conférencière invitée par de nombreuses universités sur des sujets relatifs à la Cour pénale internationale, le droit humanitaire et les droits de l'homme, dont une conférence à la Faculté de droit de l'Université de New York portant sur les affaires grecques devant la Cour européenne des droits de l'homme, 2003.
- Auteur de nombreux articles dans diverses revues juridiques, grecques et internationales, ainsi que de contributions à des ouvrages collectifs, dont les suivants:
 - "The ICC and Security Council referrals", *Proceedings of the 2007 Trento Seminar on the ICC*, 2008 (à paraître)
 - "The crime of aggression: Making operative the jurisdiction of the ICC-Tendencies in the PrepCom", *Proceedings of the 96th Annual Meeting of the American Society of International Law*, 2002.
 - "The International Criminal Court: Some basic questions of jurisdiction", *Justice Pending: Indigenous Peoples and Other Good Causes, Essays in honour of Erica-Irene Daes*, The Raoul Wallenberg Institute, eds. G. Alfredsson et M. Stavropoulou, 2002.
 - "Aggression: Actual state of play-The Greek/Portuguese proposal", *International Criminal Court: A new dimension in international justice—Questions and prospects for a new international humanitarian order*, Proceedings of the Santorini Colloquium, 2002.
 - "Current political developments and their impact on the future of the ICC", *The Rome Statute of the International Criminal Court, A challenge to impunity*, ed. M. Politi et G. Nesi, 2001.
 - "The implementation of the ICC Statute in Greece: Some thoughts", *The Rome Statute and domestic legal orders*, Vol. I, C. Kress et Fl. Lattanzi, 2000.
 - "Pratique de la Grèce concernant le développement du droit international humanitaire " (en grec), *Implementation of IHL in Greece –Reality and prospects*, 2000.
 - "Crimes under the jurisdiction of the International Criminal Court", *Revue hellénique de droit international*, 2/1998.
 - "The International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia", *Thesaurus Acroasium, Vol. XXVI, on International Justice*, Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique, 1997.
 - "The work of the U.N. Preparatory Committee for the establishment of an International Criminal Court", *Revue hellénique de droit international*, 1/1997.

Éducation

Diplômée de la Faculté de droit de l'Université d'Athènes. 1971.

M.A., Ph.D., Londres (Brunel, City of London) en droit international et comparé (1973-1977).

Langues

Grec (langue maternelle).

Excellente connaissance et pratique courante de l'anglais et du français.

Connaissance de l'espagnol.
